

Margaret Dongo, nouveau hérault de la démocratie au Zimbabwe

LA victoire surprise de la candidate indépendante dans l'élection partielle de Harare South, les 25 et 26 novembre 1995, est l'aboutissement d'une lutte engagée dès le début de l'année dernière entre l'ancien *backbencher* (député) et les dirigeants ZANU-PF (Zimbabwe African National Union — Patriotic Front). Son épilogue provisoire est un revers d'importance pour le parti au pouvoir qui doit, pour la première fois dans l'histoire du Zimbabwe indépendant, concéder un siège à l'opposition dans l'arrière-cour du palais présidentiel.

Jusqu'à la fin de 1994, Margaret Dongo, député de Harare East depuis 1990, était connue comme la championne de la cause des vétérans de la guerre de libération (elle est membre fondatrice de leur association), une militante de la condition des femmes zimbabwéennes et une critique déterminée de la corruption dans les hautes sphères de l'État-parti. Cela avait suffi à lui attirer la haine de certains dirigeants comme l'ancien ministre des Affaires étrangères, N. Shamuyarira ou du ministre de la Sécurité, S. Sekeramayi, qu'elle avait attaqués en séance du Parlement. Son courage personnel, déjà démontré quand elle avait rejoint à quinze ans la guérilla de la ZANU au Mozambique au milieu des années 70, lui avait valu l'admiration du « *povo* »

(le citoyen de base) et la fervente fidélité de nombreux militants du parti. Entrée dans la compétition électorale à l'instigation de feu Sally Mugabe dont elle fut très proche, son action sociale en faveur des jeunes sans emploi et des femmes de sa circonscription, qu'elle a aidés à monter des micro-entreprises coopératives, fondait sa popularité dans la banlieue défavorisée (« *high density suburb* ») de Sunningdale où elle n'a cessé de résider. Son train de vie très modeste, demeuré inchangé après son accession au Parlement, plaidait en faveur de son intégrité personnelle, alors que la plupart des dirigeants du parti rivalisaient dans l'accumulation accélérée.

Quand fut venu le temps des élections primaires pour désigner les candidats de la ZANU-PF aux élections d'avril 1994, il apparut très vite que les ennemis de Dongo dans le parti avaient obtenu du président Mugabe le feu vert pour l'éliminer du Parlement. Ils poussèrent sa meilleure amie, Vivian Mwashita, à se présenter aux primaires de Harare South (la circonscription dont dépendait désormais Sunningdale) avec le soutien de l'appareil provincial. Celui-ci créa, en violation des statuts, deux sections (« districts ») supplémentaires, factices puisque dépourvues d'adhérents, afin d'accroître artificiellement le nombre de votants en faveur de

Mwashita. Dongo s'étant vainement opposée à cette manœuvre et ayant compris que le président était prêt à endosser le truquage des primaires, boycotta celles-ci et annonça son intention de se présenter aux législatives en indépendante. Cette décision traduisait bien sûr son ressentiment d'être injustement mise à l'écart, mais elle s'appuyait aussi sur une conviction que la démocratie interne était pour la ZANU-PF la condition *sine qua non* du maintien de son audience parmi « les masses ».

Dongo fut suspendue — puis exclue une fois l'élection passée — du parti au pouvoir et une campagne systématique de dénigrement fut menée à son encontre dans les médias contrôlés par le gouvernement (à la radiotélévision et dans le quotidien *The Herald* notamment). Le président Mugabe, lequel percevait cette candidature comme un défi direct à son autorité personnelle, prit une part active à l'hallali. Dongo a mené une campagne dynamique et enracinée dans ses soutiens populaires à Sunningdale, sans céder face aux menaces, ni même à la violence exercée contre ses partisans par les nervis de la ZANU-PF. Lors de l'annonce des résultats du scrutin des 8 et 9 avril, la victoire de Mwashita, avec un millier de voix d'avance, rencontra le scepticisme de tous ceux qui avaient suivi de près la campagne dans Harare South, notamment les correspondants de la presse internationale.

Dongo n'était pas prête à se déclarer vaincue pour autant. Elle fut la seule des candidats indépendants ou issus des partis d'opposition à déposer un recours en annulation devant le juge de l'élection, la High Court of Zimbabwe. Ayant travaillé jusqu'à son élection en

1990 pour les services secrets, la CIO (Central Intelligence Office), elle savait à quoi s'en tenir quant aux méthodes employées par le régime pour obtenir les résultats idoines aux élections en apparence pluralistes. Ayant obtenu une copie de la liste électorale (une chance que n'ont pas eu les candidats des partis d'opposition), elle en a relevé systématiquement les erreurs. Pendant les deux jours du scrutin, ses scrutateurs ont couché sur des cahiers d'écolier les noms des personnes admises à voter alors qu'elles ne figuraient pas sur la liste électorale.

Armée de ces informations, Dongo obtint la réouverture sous le contrôle du juge des urnes scellées et son avocat put faire la preuve que le nombre de bulletins excédait de plus d'un millier celui des électeurs comptabilisés, qu'un grand nombre de personnes admises à voter ne résidaient pas dans la circonscription et que la loi électorale avait été violée de façon répétée par le *Registrar General* chargé d'organiser les élections, un proche parent du président Mugabe. Dans son audience du 11 août dernier, la High Court annula le scrutin d'avril dans Harare South et ordonna l'organisation d'une élection partielle. Admettant les faits au nom de l'État (en l'occurrence le *Registrar General* et le *Election Directorate*) et acceptant par avance l'annulation du résultat d'avril, l'*Attorney General* avait cherché à limiter le scandale en évitant que le jugement ne s'appesantisse sur les aspects frauduleux les plus évidents (le bourrage des urnes notamment). Cependant, il était clair que Dongo avait remporté une grande victoire pratique et symbolique : pour la première fois depuis l'indépendance, il avait été prouvé devant une cour

de justice que la ZANU-PF truquait les élections. Chacun était naturellement tenté d'étendre cette révélation à l'ensemble des circonscriptions du pays et plusieurs partis d'opposition, en particulier ceux qui avaient appelé au boycott, demandèrent l'annulation du scrutin dans son ensemble.

Restait la question de l'attitude à adopter face à l'élection partielle. Nombreux étaient ceux qui conseillaient à Dongo de jeter l'éponge une fois la démonstration faite que le système était lourdement manipulées en faveur de la ZANU-PF. Outre son tempérament qui la pousse à aller au bout de ses engagements en dépit des risques encourus (les menaces contre sa personne se sont faites de plus en plus explicites au fur et à mesure de la campagne électorale et il n'est pas certain que son statut de député la protège véritablement d'un « accident » dans les mois à venir), elle a subi la pression de ses supporters. C'est une des lignes directrices de son comportement que de s'estimer comptable de ses actes vis-à-vis des gens de sa circonscription qui l'ont aidée dans sa campagne électorale. Cette attitude qui tranche avec celle des « *big men* » du parti lui assure en retour des partisans dévoués corps et âme (l'une des femmes qui ont été le pivot de sa campagne, arrêtée par la police, a défendu courageusement sa candidate en dépit des gifles que lui assenait un inspecteur).

Dongo est donc repartie en campagne en privilégiant le porte-à-porte sur les rassemblements qui prêtaient le flanc aux provocations des nervis de la ZANU-PF. Le principal obstacle était le manque d'argent, l'État n'ayant pas payé les frais du procès devant la Cour suprême dans lesquels la candidate

indépendante avait investi ce que la campagne d'avril n'avait pas encore dilapidé. Certains entrepreneurs africains de sa circonscription lui ont apporté une aide financière ou matérielle (véhicule et sonorisation), en dépit des pressions exercées sur eux par le parti au pouvoir. Chaque nouveau dollar était aussitôt investi dans des tracts et des affiches. Celles-ci furent si nombreuses que la ZANU-PF, moins bien pourvue en militants qu'elle ne le prétend, ne fut pas en mesure de les faire toutes arracher. En dépit du boycott dont elle fit l'objet sur les médias d'État, notamment à la radiotélévision, Dongo fut en mesure de toucher la plupart des électeurs de sa circonscription.

Certains dirigeants du parti s'efforcèrent de ternir son nom à l'occasion d'une manifestation contre la violence policière (lors de l'arrestation manquée d'un malfaiteur, un policier avait tué deux passants et blessé gravement un troisième) conduite le 10 novembre par l'organisation de défense des droits de l'homme, ZimRights. Après la dispersion de la manifestation, un groupe d'étudiants, renforcé par de jeunes sous-prolétaires sans ressources (« *street kids* »), s'est livré à des déprédations, incendie d'automobiles et pillage de magasins pendant trois heures.

L'étrange passivité de la police antiémeutes au moment où la manifestation a commencé à dégénérer, les soupçons sérieux qui pèsent sur les deux groupes qui entraînaient les étudiants (l'association « culturelle » Sangano Munhumutapa et l'International Socialist Organisation/Socialist Workers Movement) d'être infiltrés par la CIO et manipulés par la ZANU-PF, les éditoriaux du *Herald*, annonçant par avance la violence pour la con-

damner, qui faisaient ainsi preuve d'une surprenante prémonition ; tout laisse deviner un piège délibérément tendu à ZimRights et aux deux *leaders* politiques qui avaient soutenu l'initiative : Margaret Dongo et Vesta Sithole (femme du président du parti d'opposition ZANU (Ndonga) et candidate infortunée à la mairie de Harare). Dongo fut particulièrement visée dans la presse gouvernementale. Le dimanche suivant, lors d'un meeting électoral de soutien à Mwashita, le ministre de la Justice E. Munangagwa l'accusa d'être responsable personnellement de la violence et des déprédations en tant que co-organisatrice de la manifestation. La menace de poursuites judiciaires pesa un instant sur sa tête, mais la candidate indépendante contre-attaqua en accusant des provocateurs de la ZANU-PF d'avoir initié les débordements.

Au fur et à mesure que la campagne approchait de son terme, les tentatives d'intimidation se firent plus nombreuses. Ainsi, après le discours incendiaire du président Mugabe à son retour du sommet du Commonwealth, le 18 novembre, dans lequel il menaçait les partisans de Dongo de la punition réservée aux traîtres dans la Chimurenga (guerre de libération pendant laquelle la guérilla commit autant d'exactions contre les civils que l'armée rhodésienne), des membres de la ligue des jeunes de la ZANU-PF s'en prirent aux partisans de Dongo à Sunningdale. Non seulement la police n'intervint pas pour les protéger, mais les victimes — accusées de provocation — furent arrêtées et relâchées sous caution deux jours plus tard seulement. Plusieurs gros bonnets de la clique au pouvoir s'étaient déplacés pour faire campagne contre Dongo et le

président aurait déclaré en réunion du Cabinet : « *Il nous faut Harare South, il est hors de question de laisser une circonscription de la capitale à l'opposition ou à un indépendant* ». Dans ce climat, la défaite de Margaret apparaissait inévitable.

Pourtant, au terme du dépouillement, le 27 novembre au matin, la candidate indépendante obtint 3 075 voix — 65,59 % des suffrages exprimés — contre 1 613 à sa rivale Mwashita et 44 bulletins nuls (pour la plupart des voix pour Dongo annulées parce que l'électeur avait ajouté un commentaire de son cru sur le bulletin). La faible participation d'environ 18 % — nonobstant le fait que le nombre d'électeurs figurant sur la liste électorale ne correspond pas à grand-chose tant la constitution des listes est manipulée — est habituelle dans une élection partielle. Certains partisans de Dongo ne comprenaient pas qu'il fallait retourner aux urnes, la victoire obtenue devant la High Court devant suffire à leurs yeux. Margaret n'a retrouvé que 58,13 % de ses électeurs d'avril. Certains furent effrayés par l'intimidation et les menaces de violence du camp ZANU-PF. D'autres ont été effectivement convaincus que l'élection serait à nouveau truquée et qu'il était inutile de se déplacer. L'érosion est encore plus forte pour Mwashita : 25,66 % seulement de ses électeurs d'avril. Ceci corrobore les faits mis en lumière par le recours en annulation : une bonne partie des électeurs de Mwashita en avril provenait du dehors de la circonscription.

Au-delà, la mauvaise mobilisation des supporters du parti au pouvoir peut refléter une série de facteurs convergents :

1) Les piètres performances de la candidate Mwashita dont les

prestations orales étaient de l'avis général pathétiques (elle a également inauguré son mandat en avril, en s'assoupissant en séance du Parlement devant les caméras de la télévision), n'ont pas accru son maigre soutien populaire dans la circonscription.

— La division a régné au sein de la ZANU-PF, jusque dans son comité central dont plusieurs membres (à commencer par le premier vice-président S. Muzenda) ont refusé de participer à la deuxième campagne contre Dongo. Ils considèrent que son exclusion du parti a été une erreur politique, et certains d'entre eux lui ont apporté un appui discret mais dépourvu d'ambiguïté.

— L'annonce par la presse, à l'aube du premier jour du scrutin, de la décision du Cabinet d'augmenter les traitements des membres du personnel politique (entre + 133,5 % pour le président et 115,3 % pour les simples députés) a choqué l'opinion. En effet, le Zimbabwe est engagé dans une deuxième phase de l'ajustement structurel (ESAP II) encore plus draconienne ; des coupures supplémentaires dans le budget de la santé et celui du logement venaient d'être annoncées la semaine précédente, et les fonctionnaires avaient appris peu avant la suppression de leur treizième mois ; le tout au nom de la réduction — certes indispensable — des dépenses publiques. Cette révélation due à l'indiscrétion délibérée d'un haut fonctionnaire, qui mettait en lumière l'égoïsme cynique des dirigeants du ZANU-PF, n'a pas facilité la mobilisation de ses fidèles.

Il reste cependant à expliquer pourquoi le parti et la CIO (dont le responsable pour la province de Harare est un neveu du président) n'ont pas tout mis en œuvre pour

truquer le scrutin. Après l'annonce des résultats, N. Shamuyarira était visiblement effondré à la perspective de devoir annoncer la nouvelle au président. Tout avait été préparé pour réitérer l'opération d'avril : la liste électorale de Harare South comptait un peu plus de 26 000 noms après la « mise à jour » effectuée par le *Registrar General*, contre 33 261 en avril. Toutefois, il subsistait de nombreuses « erreurs » (double inscription notamment de Vivian Mwashita, personnes décédées ou n'habitant pas à l'adresse indiquée), en particulier pour les près de 6 000 nouveaux inscrits qui ne figuraient pas sur la liste en avril. En lui-même, ce chiffre est étonnamment élevé compte tenu de l'apathie encore plus forte lors des élections partielles... Pourtant, ces électeurs fantômes n'ont pas montré le bout du nez les 25 et 26 novembre.

Le président Mugabe n'a sûrement pas totalement tort de montrer du doigt un défaut d'organisation de la ZANU-PF, mais d'autres sources font état d'un conflit entre le parti et le *Registrar General*, las de servir de bouc émissaire vis-à-vis de la presse et de la communauté diplomatique, et qui n'aurait pas été fâché de montrer qui était le véritable architecte de la « victoire sans appel » de la ZANU-PF en avril dernier. Enfin, Dongo ayant annoncé sa détermination à retourner devant la High Court en cas de nouvelle manipulation de l'élection, certains membres du parti et de la Sécurité ont jugé trop élevé le coût politique d'une deuxième condamnation de l'État.

Quoi qu'il en soit, le verdict des urnes est un camouflet pour le président qui s'était personnellement engagé dans les deux campagnes successives, et pour Shamuyarira et

Sekeramayi, les animateurs de la cabale contre Dongo. C'est également, peu après l'élection à la mairie de Mutare d'un indépendant, lui aussi expulsé du parti, une nouvelle preuve que la ZANU-PF n'est pas invincible et que sa popularité est déclinante — au moins dans les zones urbaines. Enfin, la victoire de la candidate indépendante confirme *a contrario* combien les élections d'avril avaient été manipulées, ce qui jette un soupçon d'illégitimité sur l'actuel gouvernement du pays.

Dongo sort de cette saga électorale avec un énorme capital de sympathie dans l'ensemble du pays (comme en témoignent les centaines de coups de téléphone de félicitations reçus de toutes les provinces et venant parfois de parfaits inconnus). De dissidente ZANU-PF localement connue en lutte contre l'appareil de son parti, ce qu'elle était encore à l'orée de l'année 1995, elle est devenue la figure la plus crédible de l'opposition, distan-

çant les partis qui s'en réclament officiellement. Elle estime prématurée la fondation d'un nouveau parti et entend ne pas gaspiller son capital politique dans des aventures sans perspective de succès, telle l'élection présidentielle de 1996 à laquelle certains « amis » — dont les intentions ne sont peut-être pas toujours très pures — la pressent de participer. Dongo va plutôt s'efforcer de travailler avec les autres indépendants chassés de la ZANU-PF et de jouer sur les divisions croissantes au sein du parti au pouvoir, dont certains *backbenchers* lui ont déjà fait savoir qu'ils comptaient sur elle pour mener la fronde au Parlement.

Cette énergique jeune mère de cinq enfants, à l'instruction sommaire — l'équivalent du BEPC — mais à la volonté de fer, n'a pas fini de donner des migraines au président et à ses barons.

Daniel Compagnon
IFRA (Harare)

Les élections tanzaniennes d'octobre 1995

L'INTÉRÊT des élections tanzaniennes d'octobre 1995 ne réside peut-être pas dans la victoire du CCM (Chama Cha Mapinduzi), victoire largement attendue par les différents observateurs, mais dans la mobilisation populaire qu'elles ont suscitée.

En Tanzanie, à la différence de nombreux États africains, le débat sur la démocratisation et l'adoption du multipartisme n'a pas été ouvert

sous la pression de la rue mais par les dirigeants politiques eux-même.

Les bouleversements économiques, nés de la privatisation de certains circuits de production et de distribution et du désengagement de l'État dans les services sociaux, ont accentué les différenciations sociales et entraîné une nouvelle définition de la place et du rôle des citoyens au sein de l'État. L'Ujamaa n'est plus un programme économique